



La Commission des Femmes  
Conseil national de la Résistance iranienne

 [wncri.org/fr](http://wncri.org/fr)

 @CNRIfemmes

 @CNRIfemmes

AOÛT 2025



DOUBLE RÉPRESSION  
DES PRISONNIÈRES  
POLITIQUES ET DE  
LEURS FAMILLES

8

## Double répression des prisonnières politiques et de leurs familles : la crainte du régime face aux protestations et aux soulèvements

En août, le régime clérical a intensifié ses mesures répressives contre les prisonniers politiques – en particulier les partisans de [l'Organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran](#) (OMPI/MEK) – ainsi que contre leurs familles.

Durant cette période, des prisons tristement célèbres comme Qarchak, le Grand Téhéran (Fachafouyeh), Evin et Ghezel Hessar à Karadj sont devenues des lieux d'« assassinat à petit feu » (white torture) et de graves privations des droits légaux et médicaux, aggravées par les conditions étouffantes de l'été.

Les familles des prisonniers politiques n'ont pas échappé à cette répression, subissant arrestations, prises d'otages, intimidations et pressions psychologiques. Parallèlement, un nombre sans précédent de [citoyens ordinaires a été arrêté](#) sous divers prétextes, notamment pour avoir participé à des manifestations contre les coupures répétées d'eau et d'électricité, puis envoyé en prison.

Ce mois-ci a également été marqué par une recrudescence des exécutions de prisonnières. Entre le 30 juillet et le 29 août seulement – en moins d'un mois – **huit femmes ont été exécutées** en Iran. Le nombre total de femmes exécutées en 2025 s'élève désormais à **32** établissant un seuil sans précédent.

La confirmation de la peine de mort prononcée contre l'ouvrière kurde et prisonnière politique Sharifeh Mohammadi constitue un autre signe de cette nouvelle vague de répression.

1

### Arrestations massives d'anciennes prisonnières politiques et de familles

Des dizaines d'anciennes prisonnières politiques et de partisans de l'OMPI ont de nouveau été la cible de descentes menées par les forces de sécurité.

Le 5 août 2025, **Fatemeh Ziiai Azad** (Hourij), 68 ans, a été [arrêtée à son domicile](#) pour la septième fois. Prisonnière politique dans les années 1980 et partisane de l'OMPI, elle a déjà passé 13 ans dans les prisons du régime clérical et souffre de sclérose en plaques. Sa nouvelle arrestation est intervenue malgré les avertissements antérieurs de médecins signalant que la poursuite de sa détention constituait une grave menace pour sa vie.



Fatemeh Ziiai Azad

Le matin du 22 juillet 2025, une quarantaine d'agents de sécurité ont fait une descente violente au domicile de **Leila Saremi** à [Boroudjerd](#), [arrêtant elle et son mari](#) sans présenter de mandat judiciaire, avant de les transférer sous des coups à la prison de Boroudjerd.



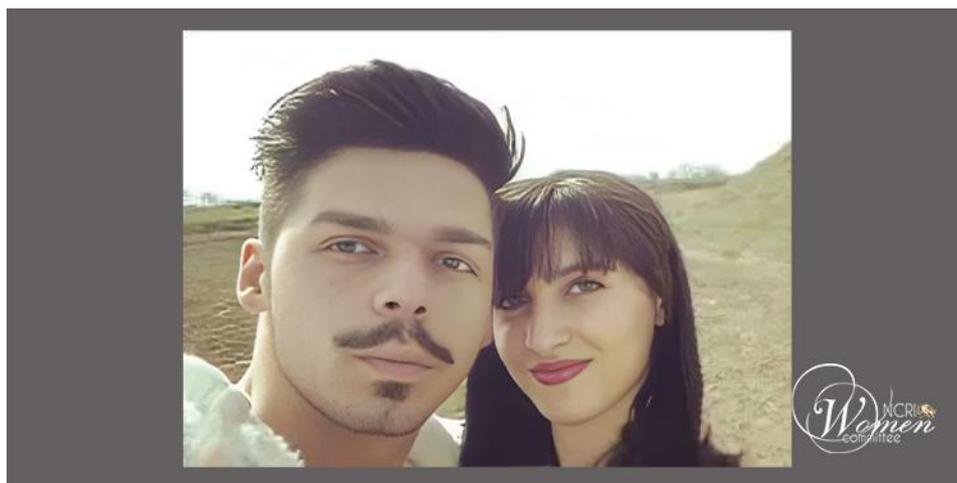
De gauche à droite : le prisonnier politique Farzad Moazami, Leila Saremi, Ahmad Moazami et Reza Moazami (tué lors des manifestations de 2019)

2

Leila est la fille d'**Ali Saremi**, un membre bien connu de l'OMPI, qui, après avoir passé 24 ans dans les prisons du chah puis des cléricaux, a été exécuté à la prison d'Evin en décembre 2010. Leila est également la mère de **Farzad Moazami**, prisonnier politique âgé de 27 ans, détenu dans le quartier 2 de la prison de Fachafouyeh pour « rassemblement et collusion contre la sécurité nationale ». Il a été soumis à de sévères tortures physiques et psychologiques, notamment des périodes de confinement dans une cage.

Moins de dix jours plus tard, à 5 heures du matin le 7 août 2025, les forces de sécurité ont de nouveau investi le domicile de Leila — cette fois [pour tenter d'arrêter sa fille Rozita Moazami Goodarzi](#), mais l'opération a échoué car elle n'était pas chez elle.

L'arrestation et la torture de Leila avaient pour but de contraindre Rozita à se rendre et de faire pression sur son fils Farzad pour le pousser à collaborer avec le régime.



Farzad et Rozita Moazami

Dans un autre cas, l'épouse et les trois enfants du prisonnier politique arabe Massoud Jameii, qui est sous peine de mort, ont été arrêtés et poursuivis afin d'accroître la pression sur lui.



La sœur de Shahrokh Daneshvarkar

### Pression croissante sur les familles de prisonniers politiques

[L'exécution des prisonniers politiques de l'OMPI Behrouz Ehsani et Mehdi Hassani](#) le 27 juillet 2025 a renforcé l'anxiété et la pression sur les familles des prisonniers politiques condamnés à mort. Malgré les menaces et les intimidations sécuritaires, ces familles continuent de participer à la campagne « Mardis contre les exécutions », manifestant chaque semaine pour exiger l'annulation des peines de mort et la libération des prisonniers politiques.

3

Le 18 août, la sœur du prisonnier politique **Akbar Daneshvarkar (Shahrokh)**, condamné à mort, a [publié un message vidéo](#) révélant que sa famille n'avait aucune nouvelle de lui depuis son transfert forcé à Ghezel Hessar. Elle a appelé la communauté internationale à se faire la voix des familles « torturées doublement : une fois en prison et une fois à la maison ».

Elle a précisé que depuis le 6 août, la famille n'avait aucune information sur le sort de Shahrokh. Cette incertitude a provoqué une crise cardiaque chez leur mère, tandis que leur père a été hospitalisé en soins intensifs dans un état critique.

Shahrokh Daneshvarkar, 58 ans, ingénieur civil, a été arrêté en décembre 2023. Il faisait partie des [cinq prisonniers politiques](#) séparés brutalement des autres lors d'un transfert de Fachafouyeh vers Evin, et transférés à Ghezel Hessar à Karadj. Cette séparation — largement dénoncée comme une tactique délibérée pour semer la peur, couper les communications et accroître la pression avant d'éventuelles exécutions — a intensifié les inquiétudes.

Sa sœur a dénoncé la cruauté du régime, déclarant :

« C'est une injustice extrême. Nos proches sont punis pour des crimes qu'ils n'ont jamais commis, avec les peines les plus sévères imaginables. J'exhorte la communauté internationale à être notre voix. Mon frère et ses compagnons de détention sont des personnes hautement éduquées et nobles, dont la seule préoccupation est la patrie, la vie et le fait que notre peuple puisse vivre en paix. »

Elle a souligné la double souffrance infligée aux familles, ajoutant :

« Je demande à tous — la communauté internationale et mes compatriotes iraniens — d'être notre voix. Nos proches endurent d'immenses souffrances à l'intérieur de la prison, tandis que nous, leurs familles, sommes torturés d'une autre manière à l'extérieur. »



Panneau d'entrée de la prison de Qarchak (pénitencier de Chahr-e Rey)

## Prison de Qarchak : un four pour la destruction progressive des prisonnières

Les informations en provenance de la **prison de Qarchak** révèlent une crise humanitaire choquante. Des coupures d'électricité quotidiennes pouvant durer jusqu'à cinq heures pendant la chaleur estivale, l'absence de systèmes de refroidissement et des conditions de vie insoutenables font partie des atrocités signalées.

4

Les prisonnières doivent faire face non seulement à la [chaleur étouffante et aux coupures d'électricité](#), mais aussi à de graves pénuries d'eau potable et à un manque d'hygiène élémentaire. Avec seulement trois douches et trois toilettes pour des dizaines de femmes, le système d'évacuation des eaux usées de la cour de la prison est contaminé, attirant insectes et rongeurs. De nombreuses femmes passent leurs journées dans cet environnement sale et infesté d'insectes, tandis que beaucoup d'autres souffrent de maladies chroniques, de vieillesse et de grande faiblesse physique. Aucun médecin de confiance ni soins d'urgence ne sont disponibles.

Même les prisonnières en bonne santé sont tombées malades, et l'état des malades s'est aggravé — surtout depuis qu'un [virus inconnu](#) s'est propagé ces dernières semaines, provoquant de fortes douleurs osseuses, une perte de la voix, des infections respiratoires aiguës, une faiblesse physique et une carence en oxygène.

Le 18 août, les coupures d'électricité et d'eau ont empêché les autorités pénitentiaires de préparer et de distribuer la nourriture. Cela a laissé de nombreuses femmes — en particulier celles qui ne pouvaient pas acheter à la boutique de la prison — affamées et gravement affaiblies.



Massoumeh Asgari

### Pression inhumaine sur les prisonnières politiques à Qarchak

Le 27 juillet 2025, deux prisonnières politiques — **Massoumeh Asgari**, enseignante et principale source de revenus de sa famille, et **Massoumeh Nassaji (Farah)**, 62 ans — ont été placées en [isolement comme punition](#) pour avoir protesté contre les conditions inhumaines de Qarchak. Elles avaient dénoncé des problèmes graves de santé et d'hygiène, la mauvaise qualité de la nourriture et les menaces des responsables de la prison.

Mme Nassaji souffre de maladies respiratoires chroniques et de bronchite aiguë. Bien que des médecins légistes aient récemment confirmé qu'elle était médicalement inapte à la détention, elle continue d'être emprisonnée en raison de l'obstruction du procureur chargé de l'affaire.

Massoumeh Asgari souffre de diabète, de problèmes rénaux et hépatiques, et de troubles neurologiques — aggravés par d'anciennes fractures aux jambes. Malgré la gravité de ses maladies, elle se voit refuser les soins médicaux essentiels.

Une autre prisonnière politique, **Arghavan Fallahi**, 24 ans, partisane de l'OMPI, [a été transférée à Qarchak](#) après 200 jours de torture et d'incertitude. Elle a enduré des mois d'interrogatoires brutaux, de tortures physiques et psychologiques, deux mois d'isolement à Fachafouyeh, ainsi qu'une période de [disparition forcée](#) avant d'être placée dans le quartier des femmes de Qarchak.



Arghavan Fallahi

Le 12 août 2025, la prisonnière politique **Raheleh Rahimi Pour**, issue des familles demandant justice pour les exécutions des années 1980, est tombée à Qarchak et a été diagnostiquée avec une suspicion d'hémorragie interne. Elle a été transférée en urgence de l'hôpital Mofatteh de Varamin à l'hôpital de Pakdacht, où elle a été [admise en soins intensifs](#).

Âgée de plus de 70 ans, Raheleh souffre d'une tumeur cérébrale, de maladies cardiaques et d'hypertension. Malgré les avertissements médicaux précédents indiquant qu'elle ne peut supporter l'emprisonnement, elle n'a été transférée à l'hôpital qu'entravée par des menottes et a désormais été renvoyée en prison malgré son état critique.

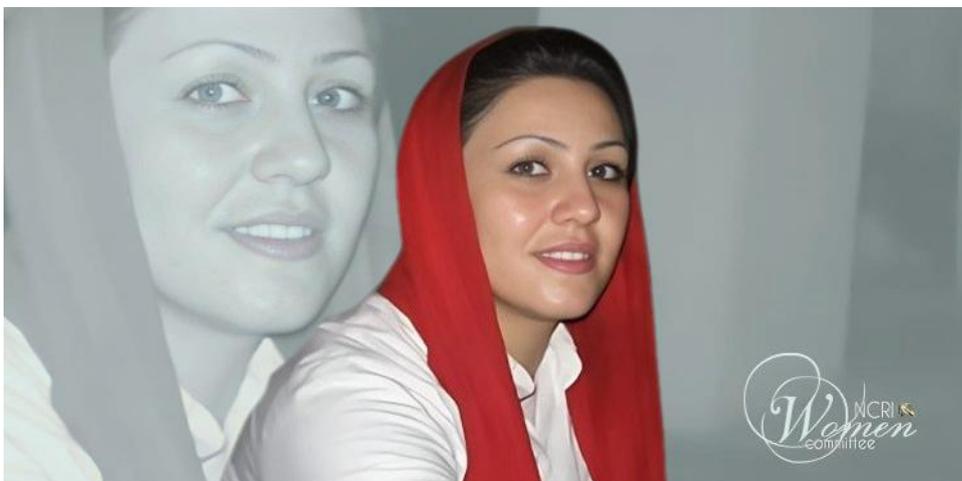


Raheleh Rahemipour

## 6

La prisonnière politique **Maryam Akbari Monfared** est [détenue à Qarchak depuis novembre 2024](#), en violation du principe de séparation des détenus selon la nature de leurs infractions. Début août, une violente bagarre entre détenues de droit commun — au cours de laquelle la carotide d'une femme afghane a été tranchée — a une nouvelle fois révélé les risques mortels auxquels sont exposées des prisonnières politiques comme Maryam.

Entrée dans sa 16<sup>e</sup> année de détention, Maryam n'a jamais bénéficié d'un seul jour de permission. Elle est en [danger permanent face à la violence](#) des codétenues et voit sa santé se détériorer en raison de la négligence médicale. Elle souffre de troubles de la thyroïde, d'arthrite rhumatoïde, de problèmes de disques vertébraux et de maladies hépatiques, tout en étant privée de soins spécialisés.



Maryam Akbari Monfared

Une autre prisonnière politique, **Elaheh Fouladi**, souffre de [graves maladies cardiaques](#).

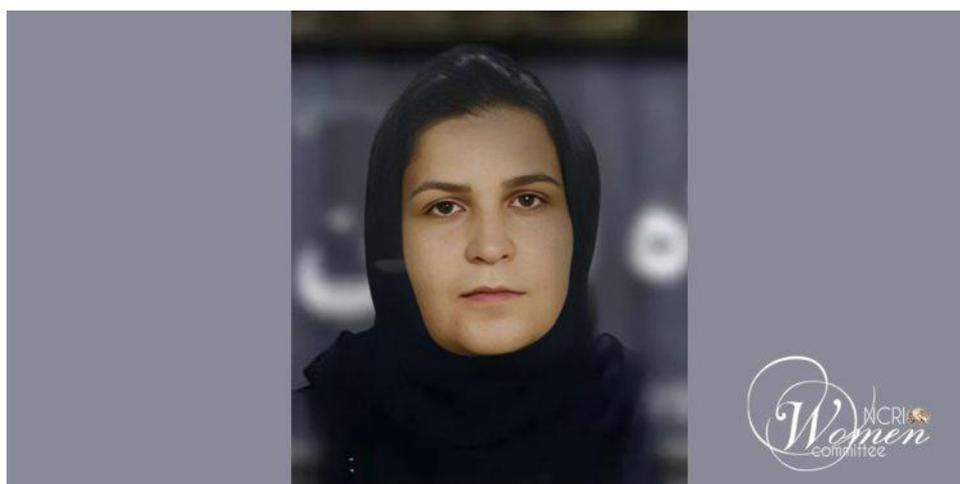
Née en 1978 à [Khalkhal](#), elle est mariée et mère d'un enfant. Arrêtée à l'aéroport de Téhéran en janvier 2020 avec son mari, elle a d'abord été détenue à Evin. Libérée sous caution, elle a ensuite été condamnée par le Tribunal révolutionnaire à huit ans de prison pour « rassemblement et collusion par contact avec l'OMPI » et « propagande contre l'État ». Le 23 juin 2025, elle a été transférée d'Evin à Qarchak avec d'autres prisonnières politiques.

Les autorités pénitentiaires ont récemment transféré Elaheh Fouladi, menottée et enchaînée, dans un hôpital, où un ordre a été délivré pour son admission obligatoire dans un établissement psychiatrique.

Ce transfert, réalisé avec violence par les gardiens de la prison de Qarchak, a suscité une profonde inquiétude quant au sort de Fouladi. En Iran, le transfert forcé de prisonnières politiques dans des institutions psychiatriques s'accompagne souvent de l'administration de médicaments non identifiés et de traitements coercitifs, causant des dommages irréversibles à leur santé physique et mentale.

Fouladi avait déjà subi des pressions illégales lors de sa première détention dans la ville de [Khalkhal](#), où, selon ses proches, des agents du renseignement lui avaient injecté des substances non identifiées. La menace renouvelée de telles pratiques suscite aujourd'hui de graves préoccupations quant à sa sécurité et à son bien-être.

7



Elaheh Fouladi

À Qarchak, d'autres prisonnières politiques sont également dans un état de santé critique : **Azar Korvandi** souffre de maladies cardiaques et de problèmes de disques cervicaux ; Moloud Safaei a un besoin urgent d'une opération de hernie ; **Parvin Mir Asan** et **Maryam Banou Nassiri** souffrent de maladies chroniques invalidantes mais restent sans traitement.



Azar Korvandi

### Torture blanche des prisonnières politiques à la prison de Dowlatabad, Ispahan

Parallèlement, le [transfert de toutes les détenues](#) de la province d'Ispahan vers la **prison de Dowlatabad** en a fait un nouveau centre d'abus systématiques, en particulier contre les prisonnières politiques.

La prison comporte deux sections — l'une contrôlée par le CGRI et l'autre par la « police des mœurs » et les forces de sécurité. Pourtant, dans aucune des deux sections, le principe de séparation des détenues selon la nature de leur délit n'est respecté. Les prisonnières politiques sont détenues aux côtés de criminelles violentes, notamment des meurtrières et des braqueuses armées, en violation flagrante des conventions internationales sur les droits humains.

8

Lorsque les prisonnières politiques protestent contre ces conditions, les responsables de la prison se moquent d'elles et les rabaissent, les qualifiant de « criminelles comme les autres ». Le seul groupe séparé concerne les délinquantes financières.

Des informations crédibles confirment que les prisonnières politiques à Dowlatabad subissent un harcèlement systématique et une pression croissante. Parfois, des détenues de droit commun, au passé violent et à la santé mentale instable, sont provoquées ou même embauchées par les autorités pour agresser les prisonnières politiques ou déposer de fausses accusations contre elles. Ces actes mettent non seulement en danger leur sécurité physique et psychologique, mais ouvrent également la voie à de nouvelles accusations fabriquées.

Une ancienne détenue a témoigné de manière confidentielle :

« Dans cette prison, il faut toujours s'attendre à une attaque. Même votre respiration est surveillée. »

Les conditions de vie y sont alarmantes et inhumaines. Les familles n'ont pas le droit d'envoyer des biens de première nécessité comme couvertures, vêtements ou articles d'hygiène. La prison est infestée de poux et d'insectes, et les détenues dorment sur des couvertures sales et usées. Dans une lettre secrète, une prisonnière écrivait :

« Chaque nuit, nous nous endormons en craignant les piqûres d'insectes. Nos vêtements puent et nous n'avons aucun moyen de les laver. »

### La Cour suprême confirme la peine de mort de l'activiste ouvrière Sharifeh Mohammadi

Le 16 août 2025, l'avocat de Sharifeh Mohammadi a annoncé que la Cour suprême du régime avait [confirmé sa peine de mort](#), malgré son annulation précédente pour vices de

procédure. L'activiste ouvrière kurde avait été soumise à des pressions extrêmes et contrainte à des aveux forcés lors des interrogatoires.

La confirmation de sa peine démontre la disposition du régime à violer ouvertement les normes judiciaires pour instaurer la peur. Sharifeh est actuellement détenue à la prison de Lakan à Rasht, en attente de l'exécution d'une sentence prononcée non pas au nom de la justice, mais uniquement pour faire taire la dissidence.



Sharifeh Mohammadi

## 9

### Appel à la communauté internationale

Cette vague de répression ne peut être dissociée des crises politiques, économiques et sociales profondes que traverse le régime. En proie à l'isolement international, à l'effondrement économique, à la corruption endémique et à la montée du mécontentement social, le régime clérical se trouve dans une impasse, vacillant au bord du renversement.

La politique de répression et d'exécutions n'est pas un signe de force, mais de faiblesse et d'instabilité. Plus le régime s'enfonce dans la crise, plus il intensifie la répression, visant en particulier les partisans de la Résistance et leurs familles — dans une tentative vaine d'empêcher des soulèvements nationaux.

Plus que jamais, une action urgente des institutions internationales et des défenseurs des droits des femmes est nécessaire.

**La Commission des Femmes du CNRI** appelle le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, le Conseil des droits de l'homme, le Rapporteur spécial sur l'Iran et tous les défenseurs des droits humains à :

- Prendre des mesures immédiates pour annuler les peines de mort des prisonniers politiques et stopper les exécutions en Iran.
- Envoyer une délégation internationale visiter les prisons iraniennes et rencontrer les prisonniers politiques.
- Condamner la vague d'exécutions et de tortures systématiques comme des crimes contre l'humanité et saisir la Cour internationale de justice à l'encontre du régime clérical.

Le silence face à ces atrocités équivaut à une complicité avec la dictature misogyne qui gouverne l'Iran. Aujourd'hui, les voix des familles sont claires et urgentes : si le monde n'agit pas à temps, demain apportera de nouvelles victimes.